Le jeu «lose-lose» de la hausse des droits de douane

Entretien: **Gérald Papy**

Les sanctions de Donald Trump contre les produits en provenance du Mexique provoqueraient aussi une récession aux Etats-Unis, estime Bernard Duterme, directeur du Cetri.

Annoncée le 31 janvier, la hausse de 25% des tarifs douaniers américains sur les produits en provenance du Mexique a été suspendue par Donald Trump, le 3 février, après la promesse de son homologue mexicaine, Claudia Sheinbaum, de renforcer le contrôle de la frontière avec les Etats-Unis et, surtout, après une séance houleuse le même jour à Wall Street, traduisant l'inquiétude suscitée par la décision dans les milieux économiques américains. Quels premiers enseignements faut-il tirer de cette passe d'armes? Réponse avec Bernard Duterme, directeur du Centre tricontinental (Cetri), à Louvain-la-Neuve.

Assiste-t-on à une forme d'opération de chantage de la part du président des Etats-Unis?

On assiste de la part de Donald Trump à un chantage mercantiliste, et peut-être à un chantage risqué. Depuis le début, la plupart des observateurs et des économistes ont émis des doutes sur la faisabilité de cette menace d'augmentation des taxes douanières à l'égard de tous les pays avec lesquels les Etats-Unis accusent un déficit commercial, en particulier avec le Mexique, qui représente 20% de celui-ci. Les mauvaises langues disent que Donald Trump s'est focalisé sur cette arme absolue, les tarifs douaniers, parce que c'est la seule, en matière économique, à sa portée intellectuelle. Je n'oserais pas aller jusque-là. L'infaisabilité de cette politique résulte de la forte imbrication entre les économies des deux pays. C'est manifestement sous la pression de Wall Street, qui a commencé à dévisser après son annonce, que Donald Trump a abouti aussi vite à un accord, par téléphone, avec la présidente mexicaine.

En quoi ces mesures peuvent-elles être contre-productives pour l'économie américaine?

Imaginons que la hausse des droits de douane soit appliquée telle quelle, les économistes annoncent une très forte récession de l'économie mexicaine, mais également de l'économie américaine, du fait de la mise au chômage de millions de personnes. Rien que l'industrie automobile au Mexique –essentiellement nord-américaine– représente 20 millions d'emplois directs et indirects. Ce secteur a enregistré une croissance annuelle de 9% depuis 2020, avant tout grâce à des investissements nord-américains qui n'ont jamais été aussi importants au Mexique, et à la faveur de la stratégie du *nearshoring* qui consiste à relocaliser une production qui, avant, était essentiellement asiatique, au plus près des frontières américaines, là où la main-d'œuvre est qualifiée mais où elle reste nettement moins chère qu'aux Etats-Unis. Les principales exportations mexicaines vers les Etats-Unis sont aujourd'hui le fait d'investisseurs nord-américains. Les premiers touchés par la hausse des droits de douane seraient General Motors, Ford, Stellantis… Elle aurait aussi un effet sur l'inflation aux Etats-Unis. Un économiste a calculé que le prix de chaque voiture augmenterait d'environ 3.000 dollars.

GETTY

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, le calme face à la «tempête Trump».

Donald Trump et son administration pourraient-ils prendre conscience de ces effets pervers et s'en tenir aux promesses du Mexique et du Canada de renforcer le contrôle des frontières?

Lors de son premier mandat, il n'est pas allé aussi loin que ses menaces l'annonçaient. Va-t-on vers le même genre de situation? Très probablement, au vu du caractère contre-

productif de cette mesure. Les rétorsions annoncées sont telles que tout le monde continue à dire que ce serait un jeu non pas de «win-win» mais de «lose-lose», perdant des deux côtés. La presse mexicaine, du reste, ne présente pas cet accord comme une défaite de Claudia Sheinbaum. Elle l'évalue non seulement en fonction des engagements du Mexique à confirmer les politiques menées ces dernières années par Andrés Manuel López Obrador *(NDLR: président de 2018-2024)* et par la présidente actuelle en matière de migration et de lutte contre le narcotrafic mais aussi en fonction de l'engagement de Donald Trump pour tenter d'arrêter le flux d'armes des Etats-Unis vers le Mexique. Cela, le président américain ne l'a pas mis en avant dans son annonce. Les fabricants d'armes américains sont ses amis... ●

Gérald Papy

C'est la hess

Bayrou passe entre les gouttes, de gauche et de droite

Et de deux. François Bayrou et son gouvernement ont survécu, le 5 février, à une deuxième motion de censure en 20 jours. Après celle déposée à la suite de sa déclaration de politique générale le 16 janvier, celle avancée après sa présentation des budgets de l'Etat et de la sécurité sociale et son recours à l'article 49.3 (qui permet l'adoption d'un texte sans vote) n'a pas davantage recueilli le nombre de voix nécessaire pour faire chuter le gouvernement. Clé de cette issue heureuse pour l'exécutif, la décision du bureau national du Parti socialiste, le 3 février, de ne pas la voter au nom de «l'intérêt général» en ces temps mouvementés.

Epingler ce sauvetage et le maintien dans ses fonctions du chef du gouvernement après un mois et trois semaines d'exercice du pouvoir peut paraître saugrenu. Dans la France de l'après-dissolution et du défaut de majorité parlementaire absolue, alors que le gouvernement précédent, dirigé par Michel Barnier, a tenu trois mois et huit jours, et est précisément tombé sur une motion de censure sanctionnant un projet de budget, ce ne l'est pas. L'opération de sauvetage résulte du dialogue ouvert par le dirigeant du MoDem avec le Parti socialiste, poussé à raviver ses réflexes de «gauche de gouvernement» après avoir un temps associé son destin à l'action de la gauche révolutionnaire, au travers de La France insoumise. Michel Barnier avait fait dépendre la survie de son gouvernement du bon vouloir du Rassemblement national, toujours potentiellement tenté par la stratégie du chaos. François Bayrou s'en remet au Parti socialiste, sensible aux concessions qui lui sont accordées et soucieux de ne pas aggraver les effets économiques et sociaux de la crise politique que connaît le pays.

Le chemin choisi par le Premier ministre ne garantit toutefois pas la réussite du parcours tant sont nombreux les acteurs qui, dans cette aventure, sont sur une ligne de crête, exposant à tout moment l'attelage à la chute. Les socialistes qui naviguent entre le soutien au Premier ministre, justifié par les «avancées» sociales obtenues, et la dénonciation de ses appels du pied à l'extrême droite (il a parlé à propos de l'immigration de «submersion»), allant jusqu'à déposer contre son gouvernement... une motion de censure qui n'a aucune chance d'aboutir puisque contraire aux convictions du RN. Les Républicains, de la droite classique, qui participent au gouvernement Bayrou mais qui ne se reconnaissent pas dans les options prises pour séduire le PS. François Bayrou, lui-même, qui doit concilier les initiatives de son très droitier ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, la position plus sociale de son ministre de l'Economie Eric Lombard (notamment «surpris» par la fronde des patrons, dont Bernard Arnault, de LVMH, contre un impôt exceptionnel sur les grandes entreprises, pourtant allégé par rapport à la version du gouvernement Barnier), et la résistance des ministres Renaissance désemparés par leur perte d'influence. Survivre politiquement dans ce marigot n'est effectivement pas loin de tenir de l'exploit. Jusqu'à quand François Bayrou le pourra-t-il?

Gérald Papy
est rédacteur en chef adjoint au Vif.